

une chose irrationnelle, malséante et frauduleuse de dire aux Canadiens qu'on ne peut rien faire au sujet du chômage et de l'inflation.

Des voix: Bravo!

• (1640)

M. Gillies: A mon avis, il y a des preuves que les politiques suivies par le gouvernement depuis trois ans ont été tout à fait inefficaces. De fait, le trésorier de l'Ontario, prenant la parole à une réunion des ministres des Finances récemment, déclarait que dans l'ensemble, les trois derniers budgets avaient eu un effet nocif sur notre économie—qu'ils ont probablement fait plus de tort que de bien. Je ne tiens pas à m'attarder sur cette question plus particulièrement, mais le point que je voudrais souligner, qui se rattache à la question que nous débattons aujourd'hui, c'est que les prévisions faites dans les trois derniers budgets étaient fausses. Je ferai remarquer aux députés qu'il est impossible d'avoir une politique économique appropriée au Canada, à moins que nous ne soyons organisés de façon à pouvoir obtenir les renseignements et les données nécessaires à son élaboration.

Je ne puis vous dire à quel point j'ai été bouleversé d'entendre le ministre des Finances (M. Turner) dire à la Chambre hier qu'il n'a jamais eu la prévision comme spécialité.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Permettez-moi de dire que le choc que j'ai éprouvé hier n'était que le prolongement du choc que je ressens depuis que je suis ici, parce qu'il a été impossible d'amener le ministre des Finances, à dire, au nom du gouvernement, ce que sont les objectifs de la politique économique de notre pays. Ce dernier doit être le seul au monde dont le gouvernement refuse de dire ce que sont ses intentions en matière de politique économique.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Il y a quelques semaines à peine, monsieur l'Orateur, le secrétaire du Trésor américain a déclaré, non secrètement mais ouvertement et avec accompagnement de communiqués, que l'objectif économique des États-Unis, en matière d'augmentation de prix, était un taux d'inflation de près de 3 p. 100. Pourquoi cette déclaration? Parce qu'il voulait que tout citoyen américain sache que tel était l'objectif du gouvernement; il voulait que tout négociateur de contrat sache que tel était l'objectif du gouvernement, il voulait que la population sache, lorsqu'il était question de hausse de prix, que tel était l'objectif du gouvernement. Je ne pense pas qu'aucune initiative concernant la politique économique ne devrait être tenue secrète dans le giron du ministre des Finances, du ministère des Finances ou de quiconque. Après tout, nous voulons tous participer à la réalisation d'un progrès économique convenable.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: A moins de connaître cet objectif, comment diable pouvons-nous le réaliser? D'après moi, la raison pour laquelle le gouvernement ne veut pas nous fournir ces indications, ni nous faire part de ses buts, c'est que jusqu'ici les chiffres qu'il nous a communiqués ne se sont pas révélés exacts. Peut-être se sent-il embarrassé et n'est-il pas prêt à faire des prévisions économiques. Mais je vous affirme, avec tout le respect que je vous dois, monsieur l'Orateur, qu'une telle attitude est une abdica-

tion de responsabilités. Il ne convient pas de se livrer à des manœuvres politiques vu la gravité du chômage et de l'inflation. En fait, nous devrions essayer de régler le problème et pour y parvenir il faut que chaque citoyen appuie les objectifs de la politique économique.

Subsides

Les Canadiens, j'en suis sûr, ne s'inquiéteraient pas—ils n'en seraient pas très réjouis—si le ministre des Finances disait au nom du gouvernement que le taux de chômage atteindra 6 ou 6.2 p. 100. Nous saurions au moins à quoi nous en tenir. Nous saurions quels sont ses objectifs. Le fait qu'on nous ait saisis de ces prévisions sans que nous sachions quelle est la politique économique du pays en vue de combattre le chômage ou l'inflation rend impossible toute étude vraiment sérieuse de la question.

Nous demander d'approuver des prévisions de 350 millions de dollars pour travaux d'hiver sur une période de trois ans sans que le gouvernement n'avance de politiques en matière de chômage ni d'inflation, c'est vouloir nous faire faire quelque chose que nous acceptons avec la plus grande réticence, si toutefois nous l'acceptons. Les prévisions ne peuvent que nous étonner. Le ministre des Finances a dit qu'on puisera probablement 75 millions cette année pour des programmes de travaux d'hiver prévus par les provinces au nom des municipalités. Cela, bien entendu, laisse un surplus de 275 millions de dollars pour les deux années suivantes. Je ne puis que me demander: Le ministre des Finances s'attend-il à ce que le chômage augmente en 1974 et encore en 1975, puisqu'il demande ce genre de subsides? Je sais également que les 350 millions de dollars vaudraient 10 p. 100 de moins, à moins que nous ayons de nouvelles politiques concernant les prix, à cause de notre taux d'inflation chaque année. Mais, au fond, je dis que ce genre d'élaboration de politique équivaut réellement à recourir à des expédients de la pire espèce. Et je dis que l'improvisation dans l'élaboration d'une politique économique n'est certainement pas assez, surtout lorsque notre pays souffre du chômage et de l'inflation à leurs taux actuels. Je prétends que ces prévisions indiquent plus clairement que le moment est très propice pour que le gouvernement examine attentivement comment on élabore la politique économique dans notre pays.

J'ai dit auparavant, comme l'a fait mon parti, que nous avons définitivement besoin d'une unité de prévision économique à court terme dans notre pays, afin de tenir compte de ce qui se produit. Les premiers ministres provinciaux ont dit que le programme qu'on discute présentement vient trop tard pour être efficace. Ils ont réclamé ce programme depuis des mois et je ne peux supposer d'autre raison au gouvernement de ne pas accéder auparavant à leur requête que sa conviction que le chômage ne serait pas si grave, ni l'inflation aussi sérieuse. Comment le gouvernement a-t-il pu se tromper à ce point? Parce qu'il n'est pas organisé et n'a pas doté le pays d'un organisme pouvant se pencher sur les problèmes immédiats. S'il avait existé au Canada un organisme indépendant efficace, chargé des prévisions économiques à court-terme, nous ne serions pas ici aujourd'hui à nous débattre avec des prévisions sans contexte où elles sont assurées de se réaliser. Il me semble donc que nous demander d'approuver ces prévisions d'une façon si improvisée est une façon défectueuse et certainement très défavorable d'aborder une question si importante.